BDC
L'entrepreneur d'abord

MARS 2012

LETTRE économique

COMMENT EXPLIQUER LES ÉCARTS DE PRIX ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS ?

Avec un taux de change à parité avec le dollar américain, c'est facile pour les consommateurs canadiens de comparer les prix de biens similaires au Canada et aux États-Unis. Et ce faisant, ils sont à même de constater que les prix sont généralement plus élevés ici qu'au sud de la frontière. En avril 2011, les études économiques de la Banque de Montréal ont estimé qu'un panier de biens comparables dans les deux pays était 20 % plus cher au Canada[1]. En procédant à un exercice similaire, la Banque du Canada arrivait à peu près au même résultat, mais constatait toutefois que l'écart avait rétréci à 11 % quelques mois plus tard, en septembre 2011[2].

Plusieurs facteurs peuvent expliquer que les prix ne soient pas identiques dans les deux pays, même si l'on tient compte du taux de change :

- La concurrence dans le commerce de détail beaucoup plus vive aux États-Unis qu'au Canada exerce des pressions à la baisse sur les prix : au Canada, les quatre plus grands détaillants se partagent un plus grande part du marché qu'aux États-Unis, soit 28 % contre 12 %.
- Dans l'ensemble, le secteur du commerce de détail est plus efficace aux États-Unis qu'au Canada, ce qui permet aux détaillants américains de fixer des prix plus bas pour une même marge de profit. De fait, pour un nombre d'heures travaillées équivalent, la valeur des ventes des détaillants américains est plus élevée. Cette meilleure performance pourrait dépendre, entre autres, des différences entre les structures de ce secteur dans les deux pays. Les magasins appartenant à des chaînes, proportionnellement plus nombreux aux États-Unis qu'au Canada, ont réalisés des gains de productivité supérieurs à ceux des magasins indépendants en investissant substantiellement dans les nouvelles technologies au cours des années 1990.
- Le marché américain est dix fois plus grand que le marché canadien, ce qui permet sans doute aux importateurs américains de profiter d'économies d'échelle importantes.
- Compte tenu de la faible densité de la population canadienne, les frais de transports sont plus élevés au Canada qu'aux États-Unis, sans compter que l'essence est plus chère au Canada, parce que davantage taxée. ▼

1 BMO Economic Research, « Raging Loonie : What It Can do and Can Not Do », Focus, Avril 2011.
2 Banque du Canada, Déclaration préliminaire de Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada,devant le Comité sénatorial permanent des finances nationales, le 2 novembre 2011, Ottawa (Ontario), page 2.

Canada
- La croissance du PIB réel a ralenti
- L'emploi continue à faire du surplace
- L'excédent commercial diminue
- Les mises en chantier augmentent
- Les perspectives de profits des entreprises s'améliorent

États-Unis
- La croissance du PIB réel s'est accélérée
- L'emploi poursuit sa remontée
- Le marché de l'habitation se remet peu à peu
- Les consommateurs reprennent confiance

Les taux d'intérêt
Le taux directeur ne devrait pas remonter avant plusieurs mois

Pétrole et dollar canadien

Confiance des PME

Conditions du crédit

Indicateurs clés

La lettre économique mensuelle de BDC est produite par le service Stratégie et développement corporatif. Elle s'appuie sur des données économiques provenant de diverses sources publiques. La présente lettre est fondée sur les données parues avant le 10 mars. Le lecteur est l'unique responsable de l'usage qu'il fait de ces informations.

© 2012 Banque de développement du Canada

1 888 INFO BDC | bdc.ca

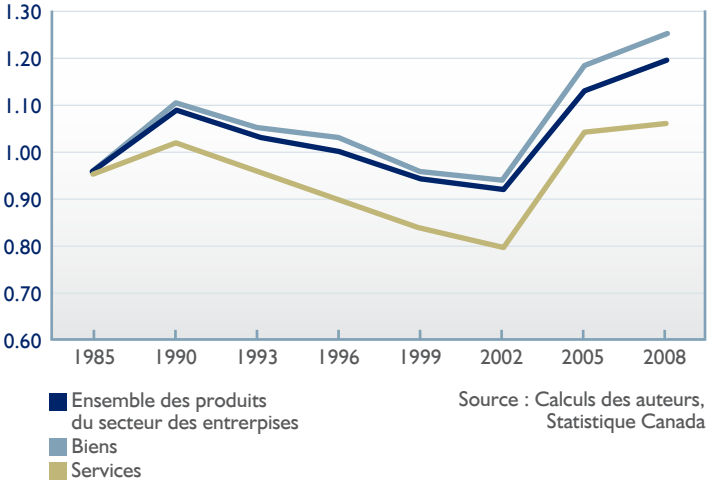
Évidemment, on peut s'attendre à ce que l'écart de prix diminue pour les biens que les consommateurs canadiens peuvent se procurer facilement et à un faible coût aux États-Unis. C'est le cas pour plusieurs produits homogènes en vente sur Internet et qui ne sont pas sujet à des frais de douanes, comme les livres. C'est sans doute ce qui explique que l'écart se soit réduit au fil du temps, comme l'a constaté la Banque du Canada.

Cela dit, sauf pour certains prix qui réagissent rapidement aux fluctuations du taux de change (les fruits et les légumes, par exemple) la vaste majorité des prix ne sont pas très influencés par ces variations, du moins à court terme. La Banque du Canada a estimé qu'une hausse de 10 % de la valeur du dollar canadien a pour effet d'abaisser l'indice des prix à la consommation de seulement 0,4 %. Et l'effet prend plusieurs mois à se faire sentir[3].

Présentement, l'écart nous est défavorable. Cependant, il est arrivé dans le passé, alors que la valeur du dollar canadien était inférieure à celle de la devise américaine, que les prix canadiens soient plus faibles que les prix américains une fois ajustés pour tenir compte du taux de change. Selon les calculs de Statistique Canada, fondés sur le niveau de prix comparé, c'était le cas en 2002 et en 2009, alors que le taux de change se situait respectivement à 67 cents É.-U. et à 64 cents É.-U., comme le montre le graphique[4].

En conclusion, il faut s'attendre à ce que les prix des biens qui s'échangent facilement et à faible coût entre le Canada et les États-Unis convergent, mais que des différences significatives persistent entre les prix pratiqués dans chaque pays, quel que soit le taux de change entre les deux devises. ■

Niveau de prix comparé (NPC) médians, pour les biens et services, certaines années, 1985 à 2008
(Niveau de prix comparés, É.-U. = 1,0)



Source : Calculs des auteurs, Statistique Canada

CANADA

Retour

Les indicateurs les plus récents envoient des signaux divergents. D'une part, la croissance du PIB réel a ralenti au dernier trimestre de l'année et l'emploi stagne depuis maintenant plusieurs mois. D'autre part, les exportations vers les États-Unis sont en hausse, le secteur de la construction résidentielle reste vigoureux et les perspectives de profits des entreprises s'améliorent. La situation sur le marché du travail suscite de l'inquiétude, mais le raffermissement observé de la croissance économique aux États-Unis devrait aider l'économie canadienne à reprendre de la vigueur.

La croissance du PIB réel a ralenti

La croissance du PIB réel, qui avait rebondi de -0,6 % à 4,2 % du deuxième au troisième trimestre de 2011, s'est établie à 1,8 % au quatrième trimestre (on se rappellera que la production au deuxième trimestre avait été perturbée par les effets du tsunami japonais survenu au printemps). La progression de la production au quatrième trimestre est attribuable à la consommation et aux exportations et, dans une moindre mesure, aux investissements des entreprises, alors que la contribution des dépenses publiques a été pratiquement nulle. Pour 2011, la croissance du PIB réel atteint finalement 2,5 %, comparativement à 3,2 % en 2010. Ce sont les investissements des entreprises en usines et en matériel qui ont le plus contribué à la croissance en 2011. Les investissements ▼

Croissance annuelle de l'investissement réel en construction non résidentielle et en machines et matériel

Source : Statistique Canada

3 Ibid., page 4.
4 Statistique Canada, « Nouvelles données sur les prix corrigés du taux de change au Canada », Aperçus économiques, numéro 002, janvier 2012. Le niveau de prix comparé (NPC) est établi en fixant le prix de vente aux États-Unis à 1,0. Si le NPC est de 1,2, cela signifie que le prix canadien est 20 % supérieur au prix américain.

en matériel ont enregistré des croissances supérieures à 10 % au cours des deux dernières années, ce qui leur a permis de dépasser leur niveau pré-récession, ce qui n'est toutefois pas le cas des investissements en construction non résidentielle (graphique).

L'emploi continue à faire du surplace

L'emploi a diminué de 2 800 en février, alors que des pertes de postes à temps partiel étaient en partie contrebalancées par des gains dans l'emploi à temps plein. C'est le secteur du commerce de gros et de détail qui a encaissé les pertes les plus importantes, alors que celui de la finance, de l'assurance et de l'immobilier enregistrait les gains les plus élevés. L'emploi a progressé vivement depuis la fin de la récession jusqu'au milieu de 2011, mais il stagne depuis. Le taux de chômage, qui avait augmenté entre juillet 2011 et janvier 2012, a reculé en février, passant de 7,6 % à 7,4 %, en raison d'une baisse de la population active. Au niveau régional peu de changements ont été observés en février, sauf au Nouveau-Brunswick où l'emploi a reculé de façon marquée. Le Québec n'a pas récupéré les importantes pertes d'emplois, exclusivement à temps partiel, subies au cours du dernier trimestre de 2011.

Emploi et taux de chômage

Source : Statistique Canada

L'excédent commercial diminue

L'excédent commercial est passé de 2,9 milliards de dollars en décembre 2011 à 2,1 milliards en janvier 2012 en raison d'un recul plus important des exportations (-2,3 %) que des importations (-0,6 %) en janvier. Les exportations vers les États-Unis ont augmenté, principalement celles de pétrole brut, mais la hausse a été plus que contrebalancée par le recul des exportations vers le Japon et l'Union européenne. La baisse des exportations en janvier survient après plusieurs mois de progression et n'est pas inquiétante. On peut s'attendre à ce que leur tendance à la hausse se poursuive à mesure que l'économie américaine se raffermira.

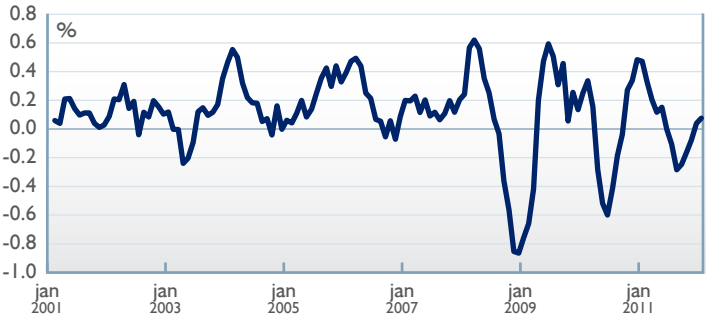
Les mises en chantier augmentent

Après avoir reculé en janvier, le nombre de mises en chantier a augmenté en février, passant de 198 100 à 201 100 unités. Dans les centres urbains, les mises en chantier de maisons individuelles se sont accrues de 3,5 % et celles des logements collectifs de 3,3 %. La hausse des mises en chantier de logements collectifs a été particulièrement importante au Québec, avec une augmentation de près de 50 % en février, mais elle survenait après un recul d'une ampleur similaire le mois précédent, de sorte qu'il s'agit d'un simple retour à la normale. Dans l'ensemble, le marché de la construction résidentielle se porte bien. La SCHL prévoit que le nombre de mises en chantier sera légèrement inférieur à celui de 2011 en 2012 (une moyenne de 190 000 vs. 193 500) en raison principalement de l'évolution démographique au pays.

Les perspectives de profits des entreprises s'améliorent

Après cinq déclins consécutifs de juillet à novembre 2011, l'indicateur avancé de la rentabilité industrielle (IARI) du Conference Board a augmenté pour le deuxième mois d'affilée en janvier. Parmi les 49 secteurs couverts par l'indice, seulement 17 ont enregistré une baisse en janvier. Avec une croissance de 0,07 % en janvier, l'indice a encore du chemin à parcourir avant de signaler des perspectives de profits solides, mais le revirement de la tendance permet d'être optimiste. ■

Indicateur avancé de la rentabilité industrielle
(variation mensuelle)



Source : Conference Board du Canada

La croissance du PIB réel s'est accélérée d'un trimestre à l'autre tout au long de 2011, le marché du travail se porte de mieux en mieux et la confiance des consommateurs s'est améliorée. Même le marché de l'habitation amorce une certaine reprise, sinon une reprise certaine. Ces résultats permettent de croire que la croissance s'accélérera en 2012 par rapport à 2011, tel que prévu.

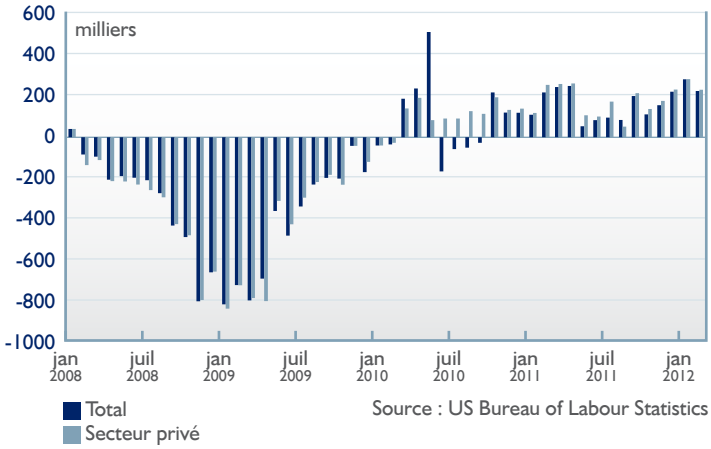
La croissance du PIB s'accélère

La croissance du PIB réel s'est progressivement accélérée en 2011 pour atteindre 3,0 % au quatrième trimestre, selon la deuxième estimation du U.S. Bureau of Economic Analysis. Ce résultat porte la croissance annuelle en 2011 à 1,7 %, en baisse par rapport à la progression de 3,0 % enregistrée en 2010. Le ralentissement de la croissance de la production par rapport à 2010 est principalement dû à l'investissement du secteur privé en stock et aux dépenses publiques fédérales, qui ont diminué en 2011 alors qu'ils avaient augmenté l'année précédente. La croissance de la consommation a pour sa part été légèrement supérieure à celle de 2010 (2,2 % contre 2,0 %).

L'emploi poursuit sa remontée

L'emploi non agricole s'est accru de 227 000 en février au total et de 233 000 dans le secteur privé. Ce dernier a maintenant récupéré environ 44 % des emplois perdus durant la récession. Il est encourageant de constater que le rythme de croissance de l'emploi s'est accéléré au cours des derniers mois, comme le montre le graphique ci-dessous. Cette accélération a permis au taux de chômage de reculer significativement au cours des derniers mois, passant de 9,1 % en août 2011, à 8,3 % en janvier 2012. Il est resté stable en février.

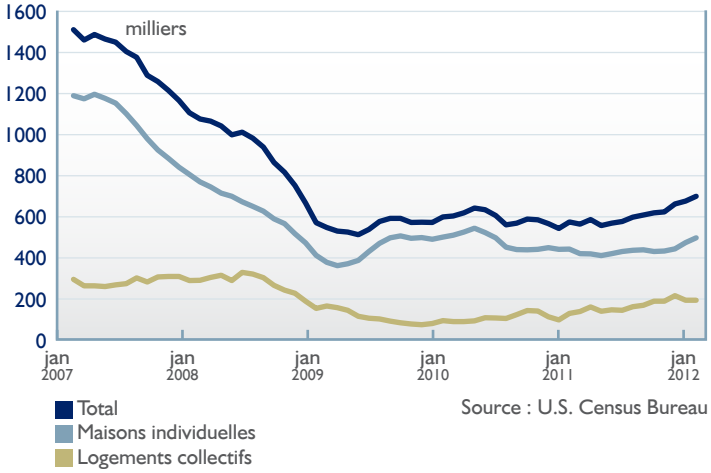
Variation mensuelle de l'emploi non agricole



Le marché de l'habitation se remet peu à peu

Les mises en chantier ont progressé de 1,5 % en janvier par rapport au mois précédent. La hausse est entièrement attribuable à la croissance des mises en chantier de logements collectifs (14,4 %), celles des maisons individuelles ayant reculé de 1,0 %. Même si la reprise est lente, une tendance à la hausse s'amorce néanmoins dans les mises en chantier, comme le montre le graphique ci-dessous. Par ailleurs, les ventes de maisons existantes, qui avaient reculé de 0,5 % en janvier, ont rebondi en février, en progressant de 4,3 %. Le stock de maisons poursuit sa tendance à la baisse : au rythme actuel des ventes, il faudrait 6,1 mois pour l'écouler, comparativement à 6,4 mois le mois précédent.

Mises en chantier
(moyenne mobile sur 3 mois)



Les consommateurs reprennent confiance

L'indice de confiance des consommateurs du Conference Board a rebondi de janvier à février, passant de 61,5 à 70,8, son niveau le plus élevé depuis près de un an (72,0 en février 2011). Les consommateurs sont moins pessimistes qu'ils ne l'étaient le mois précédent en ce qui concerne le climat des affaires et l'état du marché du travail, et leur optimisme a augmenté en ce qui a trait aux perspectives pour l'économie américaine, l'emploi et leur propre situation financière. ■

LES TAUX D'INTÉRÊT

Retour

Le taux directeur ne devrait pas remonter avant plusieurs mois

Le 8 mars, la Banque du Canada a décidé de laisser le taux directeur inchangé au niveau où il se situe depuis septembre 2010, soit 1,0 %. Le communiqué qui annonçait cette décision était cependant plus positif qu'auparavant. La banque centrale estime en effet que le risque lié à la dette souveraine européenne a diminué depuis le mois de janvier et que les perspectives de l'économie canadienne se sont récemment améliorées. Malgré le ton plus optimiste du message de la Banque, les prévisionnistes anticipent que le taux directeur restera inchangé encore plusieurs mois. ■

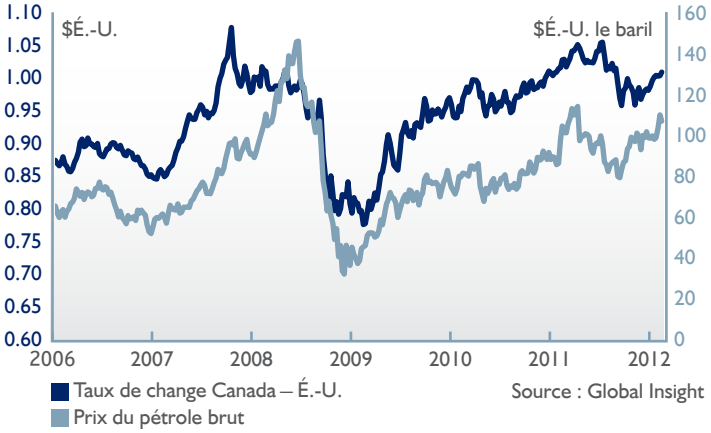
PÉTROLE ET DOLLAR CANADIEN

Retour

Le prix du pétrole et le huard sont en hausse

Le prix du pétrole brut a augmenté en raison de l'aggravation de la crise iranienne et de l'instabilité qui règne en Libye. Israël a menacé de recourir à une intervention militaire afin d'empêcher l'Iran de réaliser ses ambitions nucléaires et les États-Unis, qui affirment privilégier la voie diplomatique et les sanctions, n'ont pas écarté la possibilité de recourir à la force. Ces prises de position ont exacerbé les tensions avec l'Iran et fait grimper le prix du brut. Par ailleurs, les divisions internes qui règnent en Libye menacent le développement pétrolier de la région, ce qui a également influencé le prix du pétrole à la hausse. Le dollar canadien s'est apprécié en réponse à la montée du cours du brut. ■

Prix du pétrole brut et taux de change Canada – États-Unis



Source : Global Insight

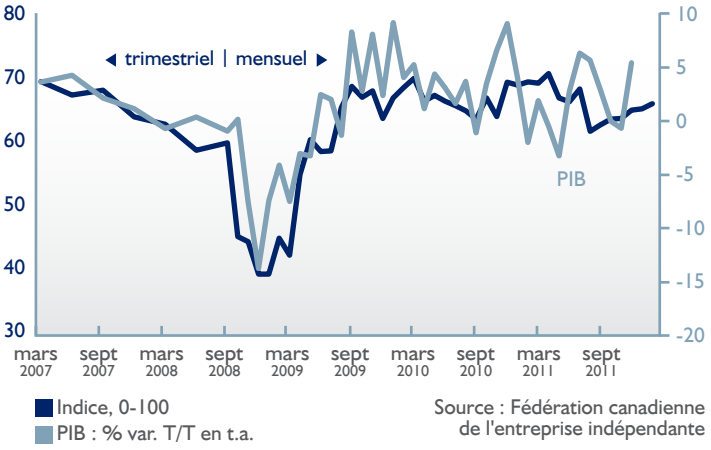
CONFIANCE DES PME

Retour

La confiance des PME continue de s'améliorer

L'indice du Baromètre des affaires de la FCEI a augmenté pour un sixième mois consécutif, passant de 65,2 en janvier, à 66,0 en février. Il se rapproche graduellement du sommet de 68,3 atteint en juillet 2011 avant la baisse marquée causée par la crise des dettes souveraines en Europe en août. La confiance demeure plus forte dans les Prairies, mais elle s'est améliorée de façon notable en février en Ontario, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. Malgré des reculs importants au cours du mois dans la fabrication et le commerce de gros, tous les secteurs présentent des indices supérieurs à 60 et la FCEI note que pour la première fois depuis la création de l'indice, l'agriculture figure au nombre des trois secteurs les plus confiants. Enfin, on observe une amélioration marquée des perspectives à court terme des PME pour le deuxième mois d'affilée, ce qui est de très bon augure. ■

Indice du baromètre des affaires de la FCEI et PIB réel
(Indice : 50 = équilibre entre les attentes les plus fortes et les attentes les plus faibles)



Source : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

CONDITIONS DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Retour

Le crédit bancaire aux entreprises s'est accéléré

La croissance du crédit aux entreprises consenti par les banques à charte s'est accélérée en janvier, portant le taux de variation sur 3 mois à 8,6 % en janvier comparativement à 2,7 % en décembre 2011. Par ailleurs, le taux d'intérêt effectif pour les entreprises, calculé par la Banque du Canada (une moyenne pondérée de divers taux d'intérêt bancaires et de taux d'intérêt des marchés, applicables à de nouveaux prêts consentis à des entreprises non financières), demeure faible : il se situait à 3,4 % en janvier. ■

Taux d'intérêt effectif pour les entreprises

Source : Banque du Canada

INDICATEURS CLÉS — CANADA

Retour

Indicateurs clés — Canada	Passé				2011				Plus récent		Prévisions	
	2007	2008	2009	2010	T1	T2	T3	T4			2012	2013
PIB réel (% croissance)	2,2	0,7	-2,8	3,2	3,7	-0,6	4,2	1,8	Déc	0,4	2,0	2,3
Dépenses en machinerie & équipement (% croissance)	4,2	-0,5	-19,5	11,8	15,5	30,2	-11,8	2,7			5,5	6,4
Profits des sociétés avant impôts (% croissance)	1,9	11,0	-33,1	21,2	20,7	-5,1	18,3	21,4			4,7	6,5
Production industrielle (% croissance)	-0,5	-3,1	-9,5	4,9	6,6	-4,1	7,7	2,1	Déc	0,9	2,4	3,3
Prix des produits industriels (% croissance)	1,5	4,3	-3,5	1,0	9,6	5,4	0,2	0,7	Jan	0,3	2,2	2,7
Construction non-résidentielle (% croissance)	2,3	7,9	-22,2	2,8	15,9	0,9	17,4					
Mises en chantier (' 000 unités)	229	212	148	191	177	192	205	199	Fév	201	180	179
Dépenses personnelles (% croissance)	4,6	3,0	0,4	3,3	0,6	2,0	1,8	2,9			1,8	2,1
Prix à la consommation (% croissance)	2,1	2,4	0,3	1,8	3,3	3,4	1,0	2,9	Jan	0,4	1,9	2,0
Emploi (% croissance)	2,4	1,7	-1,6	1,4	2,2	1,6	1,2	-0,3	Fév	0,0		
Taux de chômage (%)	6,0	6,1	8,3	8,0	7,7	7,5	7,3	7,5	Fév	7,4	7,4	7,2
Indice de confiance des PME (FCEI)	67,2	56,1	57,7	66,7	69,2	68,0	64,2	64,1	Fév	66,0		
Indice de confiance des manufacturiers (FCEI)	68,8	52,7	56,0	68,6	72,6	71,0	63,5	61,8	Fév	61,7		

Sources : Statistique Canada, Consensus Economics et Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Taux de croissance annuel, taux de croissance trimestriel à taux annuel et taux de croissance mensuel.